

# Tribune

Joseph TEDOU  
Directeur Général  
Institut National de la Statistique du Cameroun

## *Poor numbers, how we are misled by African development statistics and what to do about it.*

Morten Jerven,  
Ithaca and London, Cornell University Press, 187 p

Comme beaucoup de personnes intéressées par la qualité des statistiques en Afrique, qu'il s'agisse des africains eux-mêmes ou de leurs partenaires, notamment au développement, l'ouvrage de M. Morten Jerven intitulé « *Poor numbers, how we are misled by African development statistics and what to do about it.* » et les articles qui ont accompagné la sortie de cet ouvrage m'ont interpellé et ont suscité des échanges avec mes collaborateurs. Le titre de l'article est en lui-même suffisamment provocateur et alarmant pour ne pas nous laisser indifférents. On est en droit de se poser la même question que Pali Lehohla de l'office de la statistique d'Afrique du Sud (Statistics-South Africa): M. Jerven a-t-il expressément exagéré l'état de la production statistique en Afrique afin d'attirer l'attention sur l'impérieuse nécessité d'accompagner les différentes réformes statistiques en cours et de nous inciter à mieux communiquer avec les utilisateurs des statistiques que nous produisons ?

La présente tribune se fait écho de nos réactions et a pour objectif de mettre en perspective les conclusions parfois hâtives de M. Jerven. Nous souhaitons faire comprendre que la statistique ne se porte pas si mal en Afrique. Au contraire, elle connaît un important développement depuis les années 90, surtout avec l'avènement des programmes d'ajustement économique que plusieurs pays africains ont mis en œuvre avec le soutien des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale).

Un des principaux éléments sur lesquels se fondent les propos de M. Jerven est la révision du PIB effectuée par le Service Statistique du Ghana (SSG). Se posent alors trois questions sur l'évaluation du Produit Intérieur Brut (PIB) par les Instituts Nationaux de Statistique (INS) des pays de

l'Afrique Subsaharienne : (i) est-ce que le PIB est correctement mesuré ?; (ii) est-ce que la qualité de la mesure est uniforme dans l'espace africain ?; et enfin, (iii) observe-t-on une amélioration dans le temps des méthodes de comptabilité nationale ?

Pour apporter des éléments de réponse à ces interrogations, nous devons d'abord comprendre la nature du problème et le contenu de la révision du PIB au Ghana, ensuite s'interroger sur l'exemplarité de l'expérience ghanéenne et enfin, présenter l'expérience du Cameroun dans le cadre des changements du système de comptabilité nationale (notamment celui de l'année de base).

### **Nature du problème et contenu de la révision du PIB au Ghana**

Lors du dernier atelier du Groupe Africain de Comptabilité Nationale sur la Stratégie africaine de mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), tenu à Addis-Abeba, du 11 au 13 février 2013, le Ghana a fait un exposé sur les résultats de la nouvelle année de base 2006 qu'il venait d'achever. Le principal fait saillant était le relèvement de 60 % du niveau du PIB par rapport à son niveau dans l'ancienne base. Partant de ce constat, les participants s'étaient interrogés sur les

raisons qui pouvaient expliquer une telle situation. Des discussions, il en est ressorti les trois raisons majeures ci-après :

- Le changement de la structure de l'économie ghanéenne entre 1993 et 2006 ;
- Le passage du SCN 1968 précédemment utilisé au SCN 1993 qui implique d'importants changements des concepts et des méthodologies utilisés. L'utilisation de la dernière version de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI – Révision 4) ;
- La très bonne couverture des sources statistiques primaires, notamment le recensement industriel de 2003, l'enquête budget consommation de 2005/2006, et les enquêtes dans le secteur des transports.

Il est apparu que cette réévaluation que connaît le Ghana est à relativiser, car c'est une situation susceptible d'intervenir à cause des trois raisons ci-dessus mentionnées. Au regard de ce qui précède, il est compréhensible que l'on note une réévaluation de près de 60 % du PIB au Ghana, compte tenu des grands changements entre le SCN 68 et le SCN 93 notamment en ce qui concerne le champ de la production ou d'autres agrégats qui s'est considérablement élargi.

Il revient tout d'abord à l'institut ghanéen de la statistique (SSG) de reconstituer par rétopolation les séries temporelles de comptabilité nationale et, ensuite, de bien communiquer sur ce qui s'est réellement passé, dans le but de faciliter la compréhension des utilisateurs des séries macroéconomiques du Ghana. Car, il est clair qu'une variation de plus de 25 % du PIB suscite toujours beaucoup d'interrogations.

### **Le cas du Ghana ne peut être généralisé à l'ensemble du continent africain**

L'auteur de l'article ne devrait pas généraliser le cas du Ghana à l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. En effet, les pays africains membres d'AFRISTAT ont réalisé depuis plusieurs années des efforts pour la mise en œuvre du SCN 1993 dans l'élaboration de leurs comptes, notamment avec l'utilisation de l'outil ERETES<sup>1</sup>. Ce qui n'a pas été le cas de tous les pays africains.

En ce qui concerne la dimension temporelle, la mise en place d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (tous les 5 ou 10 ans) doit s'accompagner d'une révision de toute la série des comptes nationaux, notamment pour les principaux utilisateurs (partenaires techniques et financiers des gouvernements, services en charge de l'économie et de la prévision, universitaires et chercheurs,

<sup>1</sup> Il s'agit d'un *pro logiciel d'aide à l'élaboration des comptes nationaux*.

organisations internationales, banques centrales, etc.).

Il s'agit d'un exercice de rétopolation qui consiste à introduire dans l'ancienne série, les changements intervenus dans la nouvelle série ; ce qui permettra ensuite d'éviter le problème de saut (ou rupture) de séries.

### **L'expérience du Cameroun**

Depuis 1993, l'Institut National de la Statistique (INS) s'est engagé dans un processus de refonte et de modernisation des comptes nationaux du Cameroun. Ce faisant, l'INS poursuivait trois objectifs principaux : (i) la prise en compte du nouveau Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 93), cadre de référence de l'élaboration des comptes nationaux en vue de garantir la comparabilité internationale, de la révision 3 de la classification internationale type par industrie (CITI), ainsi que de la nouvelle classification centrale des produits (CPC) ; (ii) l'utilisation des possibilités de la micro-informatique dans l'élaboration des comptes de la nation avec l'utilisation de l'outil ERETES ; et enfin, (iii) la mise à jour des comptes nationaux, consécutive à la mise en place d'une nouvelle année de base 1990.

A l'issue de ces changements, les premières publications intitulées « Les comptes nationaux du Cameroun selon le SCN93 » ont eu lieu en avril 1999, avril 2000 et mai 2002 et comprennent la série des comptes allant de 1989/90 à 2000/01. Ainsi, à l'exemple du Ghana, le PIB aux prix courants de l'année 1989/90 a été réévalué de 14 % par rapport à l'ancienne série selon le SCN 68 (3 896,1 milliards contre 3 420,8 milliards de FCFA).

Dans le même temps, le gouvernement et les bailleurs de fonds étaient en négociation sur l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative d'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (Initiative PPTE). Cette réévaluation du PIB entraînait des modifications dans les indicateurs macroéconomiques du pays, ce qui engendrait des divergences sur l'appréciation des performances macroéconomiques sur la période considérée. Dans ce contexte, deux missions d'évaluation technique du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale auprès de l'INS intervenues respectivement du 29 septembre au 09 octobre 2003 et du 06 au 17 décembre 2004 ont permis d'auditer la méthodologie d'élaboration des comptes et la qualité des données utilisées. Au terme de ces missions, les experts du FMI et de la Banque mondiale ont conclu que la méthodologie utilisée est conforme au SCN93 et que les résultats obtenus méritent d'être publiés et utilisés.

Depuis lors, les données des comptes nationaux de l'INS sont utilisés à la fois par le gouvernement, les bailleurs de fonds, les organisations internationales, etc. A titre d'illustration, la série du PIB aux prix courants du WDI est exactement la même que celle publiée par l'INS sur la période 1993 à 2006. Les divergences observées de 2007 à 2011 pourraient s'expliquer d'une part, par la source de l'information (par exemple, il peut s'agir des données prévisionnelles publiées par la Direction de la prévision au Ministère des finances dans le cadre de la préparation de la Loi des finances) et d'autre part, par le statut de la donnée (provisoire, semi-définitive ou définitive).

Pour corroborer une fois de plus le cas du Ghana, la mise en place de l'année de base 2005 au Cameroun qui a débuté en 2008 a été guidée par trois (3) enjeux méthodologiques : achever d'appliquer certains aspects du SCN1993 relatifs aux ménages, intégrer les recommandations du SCN2008 en relation avec l'économie camerounaise et mettre à jour les nomenclatures affectées par la sortie de la CITI révision 4. Les défis statistiques étaient la prise en compte des résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 2005, de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel de 2005, de la troisième enquête camerounaise auprès des ménages de 2007 ainsi que le recensement général des entreprises de 2009.

Ces changements ont conduit à une réévaluation du PIB de 2005 de 10,1 % par rapport à son niveau selon l'ancienne base de 1990 (passant de 8749,6 milliards à 9633,5 milliards de FCFA), dont 0,3 point de pourcentage comptant pour les changements du SCN 2008, 0,4 pour les améliorations du SCN 1993, 8 points de pourcentage au titre de l'amélioration de la qualité des données et 1,4 au titre des arbitrages.

Au vu de tout ce qui précède, aucun pays au monde n'est donc à l'abri de ce qui est arrivé au Ghana. Toutefois, il est indispensable de réviser les séries passées par réropolation afin d'harmoniser les séries de PIB et de produire une série cohérente dans le temps. Pour ce faire, il est souhaitable que l'exercice s'effectue, une fois que l'actualisation ait pu avoir lieu sur deux ou trois années. Dans le cas présent, suite à la réévaluation des comptes nationaux de l'année 2005, nous avons ré-estimé les comptes nationaux de l'année 2006, puis ceux de l'année 2007. C'est sur la base de ces trois années que nous avons effectué les travaux de réropolation. Nous avons pu ainsi produire une série cohérente de PIB sur l'ensemble de la période 1993-2011, rendue publique à la fin de l'année 2013.

## Conclusion

La lecture des travaux de M. Jerven nous rappelle que :

- Les efforts déployés par les pays africains, avec le soutien de ses partenaires, pour le développement de la statistique, méritent d'être renforcés et pérennisés, car il y a encore d'importantes réformes qualitatives et quantitatives à mener. Les plans d'actions adoptés au niveau régional, sous-régional et national doivent être mis en œuvre efficacement et harmonieusement ;
- La communication reste un point faible sur lequel une attention particulière mérite d'être portée, aussi bien sur les statistiques produites, les réformes engagées, les méthodologies utilisées, que sur les changements d'année de base et les résultats obtenus ;
- La Commission des statistiques de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de sa 42<sup>ème</sup> et/ou 43<sup>ème</sup> sessions, a recommandé aux organisations et agences des Nations Unies, aux organismes internationaux, multilatéraux et bilatéraux de se rapprocher des pays concernés pour harmoniser les sources en vue des travaux d'estimation ou de projection des données. Au cas où ils ne seraient pas consultés pour apporter leur contribution, les pays concernés seraient en droit de refuser l'utilisation des résultats à des fins d'évaluation des progrès.

En définitive, la diffusion des propos de M. Jerven ne nous préoccupe pas tant que cela, car tous les observateurs avisés du continent africain savent que des progrès importants ont été réalisés et que des efforts sont poursuivis. Nous pouvons seulement regretter que cette personne n'ait pas pris la peine de questionner d'autres pays que le Ghana, afin d'éviter des généralisations trompeuses.

